

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS, PRAIRIES ET TALUS POUR LES SITES DE LA CCI SEINE ESTUAIRE

LOT N°3

PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS, PRAIRIES ET TALUS AU PROFIT DES CONCESSIONS DU PONT DE NORMANDIE ET DU PONT DE TANCARVILLE

Numéro de consultation : CCITSE-2024-AOO-19

1.1. Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définit les prescriptions techniques et les conditions d'exécution des prestations d'entretien des espaces verts, prairies et talus situés sur les concessions des Ponts de Normandie et de Tancarville, concessions de l'Etat à la Chambre de Commerce et d'Industrie Seine Estuaire (CCISE).

1.2. Localisation des prestations

Plans en annexes du présent CCTP.

1.2.1. Concession du Pont de Normandie**1.2.1.1. Rive Sud du Pont de Normandie**

- Route Nationale 1029 et bâtiment rive Sud :
 - Talus de part et d'autre de l'axe de la RN1029 ;
 - Fossés situés de part et d'autres de l'axe de la RN1029 ;
 - Zone de plat située de part et d'autres de l'axe de la RN1029 ;
 - Zone de plat située sous les travées du viaduc entre le pylône Sud et la culée Sud ;
 - Zone de plat située dans l'enceinte du bâtiment rive Sud.

1.2.1.2. Rive Nord du Pont de Normandie

- Plate-forme de péage :
 - Talus de part et d'autre de l'axe de la RN1029 ;
 - Zone de plat située de part et d'autres de l'axe de la RN1029 ;
 - Zone de plat située de part et d'autres des parkings Est et Ouest de la plate-forme de péage ;
 - Talus de part et d'autres des bretelles de la RN1029 ;
 - Zone de plat située de part et d'autres des bretelles de la RN1029.

1.2.1.3. Rive Sud du Grand Canal

- Talus amont et aval sur remblai d'accès de part et d'autre de la RN1029 ;
- Zone de plat située de part et d'autres de l'axe de la RN1029 ;
- Fossés situés de part et d'autres de l'axe de la RN1029 ;
- Zone de plat située sous les travées du viaduc.

1.2.1.4. Rive Nord du Grand Canal

- Talus amont et aval sur remblai d'accès de part et d'autre de la RN1029 ;
- Zone de plat située de part et d'autres de l'axe de la RN1029 ;
- Fossés situés de part et d'autres de l'axe de la RN1029 ;
- Zone de plat située sous les travées du viaduc.

1.2.2. Concession du Pont de Tancarville**1.2.2.1. Rive droite**

- Route Nationale 182 :
 - Talus de part et d'autres de l'axe de la RN182 ;
 - Fossés situés de part et d'autres de l'axe de la RN182 ;
 - Zones entre la RN182 et la RD910 ;
 - Zones entre la RN182 et la RD982 ;
 - Zones de plats au droit du giratoire A131 / RN182 / RD982 ;
 - Zones de plats au droit du giratoire A131 / RN182 / bretelles 1G/2G/3G/4G ;

- Zones et talus au droit des giratoires tête Nord - RN182 / bretelles 1N/3N/4N.
- Rue du Nais :
 - Talus au droit de la rue du nais et de l'accès aux bureaux techniques.
- Bâtiment les alluvions :
 - Zone de plat dans terrain privé.

1.2.2.2. Rive gauche

- Route Nationale 182 :
 - Talus et fossés en amont et aval sur remblai d'accès ;
 - Zones de plats situées entre les piles n°1 à n°8 du viaduc ;
 - Fossé situé le long des piles n°1 à n°8 du viaduc et jusqu'au pylône ;
 - Zones de plats situées entre le massif d'ancrage et le pylône ;
 - Talus et fossés situés entre le massif d'ancrage et le pylône ;
 - Zones de plats situées le long des talus amont et aval sur remblai d'accès ;
 - Zones de plats situées autour du parking VL-PL ;
 - Talus situés autour du parking VL-PL ;
 - Talus de part et d'autres de l'axe de la RN182 et A131 sud jusqu'à la limite de concessions ;
 - Fossés situés de part et d'autres de l'axe de la RN182 et A131 sud jusqu'à la limite de concessions ;
 - Zones de plats situées de part et d'autres de l'axe de la RN182 et A131 sud jusqu'à la limite de concession ;
 - Zones et talus de part et d'autres des bretelles 1S/2S/3S/4S sur la liaison RN182 et A131 sud jusqu'à la limite de concession.
- Plate-forme de péage :
 - Talus de part et d'autres de la plate-forme de péage.

Article 2 - Mode d'exécution des prestations

2.1. Règlementation et sécurité du chantier

Le Titulaire est tenu de se soumettre aux contraintes imposées par les lieux, le règlement intérieur des Ponts de Tancarville et de Normandie, et toutes les prescriptions des services publics et autres concessionnaires.

Les travaux doivent correspondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables, dont notamment :

- Fascicule 2 : Terrassement généraux ;
- Fascicule 34 : Travaux forestier de boisement ;

Le Titulaire devra assurer les mesures réglementaires de sécurité et notamment :

- Responsabilité de la logistique et de la mise en œuvre de la signalisation des travaux qu'il effectue ;
- Se tenir parfaitement informé des dispositions réglementaires et de la législation en vigueur au moment de la réalisation des travaux ;
- Le matériel ainsi que les équipements de sécurité utilisés par l'entreprise doivent être conformes à la législation en vigueur à la date de début des travaux ;
- La protection des installations limitrophes et des végétaux, mobiliers et autres infrastructures existants ;
- La réparation des dégâts causés aux tiers, si l'entreprise est reconnue responsable ;
- Le nettoyage permanent des salissures causées par les travaux, les engins, le personnel, camions, sur les voies de circulation, accotement et environnement pendant les travaux et en fin de chantier ;

2.2. Périodicité d'intervention

Les travaux d'entretien seront effectués par année, suivant un nombre d'interventions estimatif, défini par le SEP et figurant dans ce présent marché.

Ce nombre d'interventions annuelles est donné à titre indicatif et peut varier selon le nombre de prestations réellement

exécutées par l'entreprise dans l'année, suivant les besoins spécifiques du SEP ou les conditions climatiques, sécheresses.

2.3. Entretien

Le présent marché est établi sur la base d'une obligation de résultats.

Les interventions seront effectuées conformément et selon les périodicités établies dans le présent CCTP.

Les produits de traitement et phytosanitaires devront avoir reçu l'agrément du Responsable du site. Si des végétaux sont brûlés ou détruits lors de l'application des produits, l'entrepreneur sera tenu responsable et devra effectuer leur remplacement au plus près de la valeur des végétaux concernés.

Les pelouses, arbustes, haies, massifs, lavande devront présenter un bon aspect de propreté selon la périodicité propre à chaque espace vert pour l'enlèvement sans délai, de tous les déchets courant trouvés sur place, compris les feuilles mortes et bois cassés (si toutefois l'enlèvement ne nécessite pas l'emploi de moyens autres que ceux utilisés ordinairement).

A la fin de chaque intervention journalière, l'entreprise devra laisser propre les abords de chantier.

L'entreprise prendra toutes les dispositions utiles pour assurer la sécurité pendant l'exécution des travaux et organiser ses chantiers.

L'entrepreneur ou son représentant sera tenu d'assister aux éventuelles réunions ou visites de chantier fixées par le Responsable du site. Ces réunions ou visites ont pour but de contrôler la bonne exécution des travaux, de noter les déficiences et retards, de donner des directives pratiques non précisées au marché.

Dans le cas où des interventions d'entretien ne pourrait être momentanément exécutées (du fait de travaux par exemple), la surface concernée serait soustraite au prix de bordereau sur les décomptes.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de confirmer à l'entrepreneur, l'entretien général de tout ou seulement partie des espaces verts dont il doit assurer la gestion.

L'entreprise ne pourra faire valoir pour un problème de retard, le délai d'approvisionnement en pièces de rechange de son matériel.

2.4. Entretien des prairies

Pour des raisons diverses : esthétique, écologique, économique..., les interventions sur ces gazons peu entretenus, rustiques du type prairie naturelle et gazons fleuris sont limitées au maintien de la végétation en place et de la propreté de la zone.

Les tontes ou les fauches des prairies sont à effectuer par temps sec avec des engins adaptés à l'environnement de type tondeuses autoportées ou rotatives ; faucheuses, ...

Le choix du type de matériel à utiliser pour réaliser cette prestation est laissé libre à l'entrepreneur ; seul le résultat doit être conforme aux prescriptions souhaitées par le SEP et figurant dans ce présent CCTP.

Les produits de tonte, généralement importants, doivent être ramassés et évacués rapidement après l'opération.

La hauteur de coupe du gazon après la tonte sera de l'ordre de 5 cm, en aucun cas celle-ci ne devra être inférieure à 3 cm.

Fréquences d'intervention : autant que nécessaire avec un nombre indicatif de 6 à 14 tontes (ou fauches) par an.

Le nombre de tonte (ou fauchage) est donné à titre indicatif et est calculé en fonction d'une pluviométrie normale.

En période de sécheresse, un minimum d'une seule tonte sera exigé par le SEP (période estivale).

Dans le cas des gazons fleuris, la tonte intervient après la maturité des graines pour favoriser le semis naturel. Dans le cadre de l'entretien des prairies fleuries, des semis de regarnissage et de densification peuvent être nécessaires, voir les prescriptions dans l'article 2.13.

Les traitements herbicides sélectifs sont proscrits sur les gazons fleuris.

2.5. Entretien des pelouses, gazons

La tonte des pelouses se fera de façon à ne pas enlever plus du tiers de la longueur de l'herbe avec un engin de type tondobroyeuse ou rotor muni de couteaux.

Fréquence : autant que nécessaire avec un nombre indicatif de 16 tontes par an.

La hauteur du gazon après la tonte ne devra pas dépasser 6 cm et la hauteur maximale constatée ne devra pas excéder 10 cm.

Le nombre de tontes est donné à titre indicatif, et est calculé en fonction d'une pluviométrie normale.

En période de sécheresse, un minimum de deux tontes mensuelles (juillet/août) sera exigé afin de réduire les pousses de composées et autres herbes, et de donner aux sites un aspect général dense et rectiligne.

Un ébarbage sera effectué toutes les semaines de tonte, le long des bordures.

Les petites surfaces et les surfaces pentues devront être tondues avec un engin approprié.

Les résidus de tonte et d'ébarbage devront être évacués à la décharge de l'entreprise, immédiatement dans la journée d'intervention.

Un balayage sera exigé toutes les fois que l'on constatera des résidus de tonte et d'ébarbage sur les trottoirs, caniveaux ou zones circulées.

Un épandage de désherbant sélectif et d'engrais sera fait sur toutes les surfaces une fois par an.

2.6. Fauchage

Le fauchage consiste à réduire la hauteur de la végétation herbacée par un moyen mécanique (gyrofaucheuse) afin de permettre de garder sur les surfaces enherbées une hauteur de végétation compatible avec des objectifs de sécurité, de qualité de service, d'esthétique, de viabilité (conservation du patrimoine).

Le matériel utilisé par l'entrepreneur doit être conforme aux normes en vigueur. La hauteur de coupe sera de l'ordre de 8 cm, en aucun cas inférieur à 5 cm.

Les travaux de fauchage des talus sont à effectuer par temps sec avec des engins adaptés.

Fréquence d'intervention : autant que nécessaire avec un nombre indicatif de 2 à 10 fauchages par an.

2.7. Débroussaillage

Défrichage et débroussaillage des talus et des surfaces en friches, y compris coupe de ligneux jusqu'à 0,10 m de diamètre. Les travaux seront réalisés mécaniquement ou manuellement sur des terrains en pente ou à plat plus ou moins boisé avec au sol un couvert arbustif.

2.8. Curage ou reconstitution de fossés trapézoïdaux

Les curages ou reconstruction de fossés seront faits après les opérations de débroussaillage.

Les travaux de curage ou reconstruction seront conduits conformément aux dispositions du fascicule n°2 du CCTG-Travaux.

Les travaux seront exécutés sur les 2 faces intérieures des fossés et sur le fond avec réglage de la pente au fil de l'eau.

Les produits issus des travaux de curage seront régalandés proprement sur site ou évacués en décharge agréées selon les prescriptions du Service Exploitation des Ponts (SEP).

2.9. Curage des bassins

Les travaux de curage des bassins devront être conduits conformément aux dispositions du fascicule n°2 du CCTG-Travaux, approuvés par le décret n°7.190 du 20 février 1979.

Le curage des bassins se fera à l'aide d'engins mécaniques. Les interventions manuelles seront nécessaires au droit des ouvrages hydrauliques (descente d'eau, tête de pont, buses, ...). Les matériaux extraits des produits de curage seront évacués ou régalandés sur site selon prescriptions du SEP après analyse des boues.

2.10. Curage des fossés béton

Les fossés béton seront nettoyés pour permettre un parfait écoulement des eaux dans le fossé.

Le Titulaire mettra en œuvre les moyens mécaniques ou manuels nécessaires pour la bonne exécution de l'opération.

2.11. Abatage d'arbre

Les arbres devant être abattus seront marqués par le représentant du Maître d'Ouvrage en présence de l'entrepreneur.

Les abattements seront effectués sans nuire aux abords voisins ni aux massifs, ni aux pelouses.

L'abatage sera effectué avec toutes les précautions d'usage, par des moyens mécaniques ou manuel (nacelle, grue, ...).

2.12. Taille / élagage

Les outils de coupe seront toujours correctement affûtés. Afin d'éviter la propagation des maladies, les outils de taille seront traités par un produit ou procédé désinfectant soumis à l'approbation du SEP.

Les tailles doivent respecter les lois de la génétique et physiologique végétale.

Dans la mesure du possible, les tailles devront concilier esthétique générale du site et contraintes locales.

Les branches mortes et l'ensemble des rameaux en surnombre seront éliminés.

Les anciennes coupes mal cicatrisées, les chicots et les gourmands sont à supprimer.

Après la formation de la tige et de la hauteur sous couronne, les charpentières seront sélectionnées pour aboutir à une silhouette naturelle équilibrée et aérée.

Les charpentières choisies seront suffisamment espacées pour ne pas se gêner entre elles. Sur ces branches, l'intervenant sélectionnera des rameaux secondaires parmi les plus importants tout en conservant une aération correcte de la couronne.

Le rabotage d'une branche sera toujours effectué à l'aisselle d'un rameau latéral qui jouera le rôle d'un tire sève afin de favoriser la cicatrisation et réduire l'apparition de gourmands ainsi que l'apparition de chicots.

Dans le cas d'élimination ou de rabotage de branches chargées ou de fort diamètre, il est impératif de les découper en tronçons successifs et éviter ainsi de provoquer l'éclatement d'écorce ou déchirer de jeune bois. Lors des travaux de taille, le Titulaire devra prendre toutes les mesures pour assurer la sécurité des usagers.

L'entrepreneur assurera la conduite permanente afin de régulariser leur développement et leur port naturel par une taille au sécateur en fonction des caractéristiques propres aux espèces. Les arbustes à floraison hivernale et printanière se taillent au printemps de mai à juin.

Les arbustes à floraison estivale se taillent avant le départ de la végétation.

La taille des haies se fera deux fois par an (élagus et fusain).

Des tailles de rajeunissement seront pratiquées sur certains massifs avant le départ de la végétation.

La taille des plantes couvre-sol se fera deux fois par an courant juin et en fin d'hiver avant la reprise de la végétation.
La taille de la lavande se fera après floraison. Les résidus de taille seront évacués immédiatement dans la journée d'intervention à la décharge de l'entreprise.
Les végétaux morts ou non repris seront enlevés et évacués par l'entreprise.

2.13. Regarnissage

Dans le cadre de l'entretien des prairies et des gazons fleuris l'entrepreneur aura à sa charge le regarnissage des gazons sur des surfaces inférieures à 100 m². Le regarnissage permet de reconstituer rapidement les zones dégradées par des conditions défavorables (sécheresse, froid, expositions ombragées...) ou des utilisations intensives (piétinement, roulement, ...) ou des dégâts de parasites.

Cette opération consiste à semer sur le gazon en place un mélange adapté, susceptible de s'installer rapidement en conditions précaires.

Les semis de regarnissage sont effectués à l'automne ou au printemps après une scarification ou une aération.

Les doses des semis varient suivant l'état de dégradation du gazon, de 1 à 2 kg pour 100 m².

Cette opération de regarnissage ne devra s'effectuer par l'entrepreneur qu'avec l'accord au préalable du SEP.

2.14. Désherbage

L'entretien comprend :

- Désherbage manuel ;

Le maintien en état de propreté des zones bâchées et des abords de chaussée.

De plus, les branches des plantes devront être taillées de façon à ne pas dépasser les bordures.

- Désherbage chimique ;

Traitement à faire en pied de talus et abords de chaussée.

2.15. Zones de massifs

Sarclage d'entretien pour le maintien en état de propreté avec une fréquence indicative de sept passages par an.

2.16. Entretien des arbres

Le pied des arbres doit être maintenu meuble et propre.

L'entrepreneur est tenu de vérifier périodiquement la bonne tenue des tuteurs et des colliers, et d'effectuer leur remplacement éventuel.

L'entrepreneur sera tenu responsable et devra effectuer le remplacement des arbres au plus près de leur valeur, tombés au sol ou mutilés suite à un dispositif défectueux.

La taille des rejets, bois morts, branches basses et cassées sera faite systématiquement.

Les plaies de plus de 5 cm de diamètre seront mastiquées.

Une taille de formation sera effectuée une fois par an.

2.17. Préparations des aires à traiter

2.17.1. Terre végétale pour engazonnement ou plantation

Les aires à traiter en engazonnement seront recouvertes par une couche de terre végétale sur une épaisseur comprise entre 0.10 et 0.40 ml régulièrement répartie et réglée aux profils prévu par le Responsable du site. La mise en place de la terre sera menée de manière à limiter les zones compactes, ces dernières seront scarifiées en fin de mise en œuvre. L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions (sillons, redans, ...) pour assurer un bon accrochage de la terre végétale sur les talus ou zones pentues.

Pour les plantations des apports ponctuels de terre végétale seront effectués pour satisfaire les besoins spécifiques de chaque plant.

Les zones engazonnées avant ensemencement et les lignes de plantation seront décompactées en profondeur à l'aide d'un instrument à dents profondes et éventuellement combiné avec un apport de fumure organique.

Après décompactage une préparation superficielle soignée sera effectuée émiettement avec épierrement et enlèvement des matériaux impropres.

2.18. Engazonnement

2.18.1. Engazonnement rustique

L'engazonnement rustique ou sommaire sera réalisé à la main ou à la machine. Il comprendra :

- La fourniture des graines et le semis à raison de 20 à 30 gr/m² ;

- Le grillage pour l'enfouissement, le roulage étant fait avec un rouleau dit « à gazon » dont la pression au sol est inférieure à 2 kg/cm² ;
- La 1^{ère} tonte à une hauteur de gazon de 12 cm avec un engin dont les lames seront parfaitement affûtées.

2.19. Les plantations

2.19.1. Epoque de plantation

La plantation ne doit pas être exécutée en période de gelée, ni lorsque la terre est détrempée par la pluie ou le dégel. Elle sera comprise dans la période du 15 octobre au 15 avril.

2.19.2. Préparation des végétaux

Les racines seront rafraîchies en recépant leurs extrémités et en supprimant les parties meurtries et desséchées. Le chevelu des racines peut être traité par pralinage destiné à faciliter la reprise.

La partie aérienne sera taillée de façon à garder un équilibre entre le volume des racines et des branches.

2.19.3. Tuteurage

Le tuteur sera enfoncé dans le trou de plantation avant la mise en place du végétal. La liaison tuteur plant sera assurée avec un matériau ne provoquant aucune blessure au végétal.

2.19.4. Mise en place des végétaux

Une butte de terre végétale sur laquelle on fait reposer le système racinaire est mise en place dans le fond du trou de plantation. La terre est disposée au pied de la partie racinaire en ménageant autour du collet une légère cuvette pour recevoir les eaux d'arrosage, le système racinaire ne devant pas être comprimé, ni déplacé.

2.19.5. Paillage des végétaux

Après la plantation les plants seront paillés à l'aide de paillages naturels individuels type ISOPLAN ou de feutres végétal type ISOFEUTRE. L'épaisseur du paillage ne sera pas supérieure à 0.10 m et couvrira du trou de plantation.

2.20. Fourniture de végétaux

2.20.1. Qualité et provenance des végétaux

Conformément à l'article 1.1.4.1 du fascicule 35 du CCTG, les plantes proviennent de pépinières choisies par l'Entrepreneur qui fera connaître au Pouvoir adjudicateur, par écrit et pour avis conforme, la ou les pépinières retenues dans les 10 jours qui suivent la notification de la commande.

Les pépiniéristes retenus garantiront que chaque plante fournie par leurs soins est issue de leurs propres productions. Pour ce faire, ils procureront individuellement un certificat accompagné d'une liste détaillée des végétaux fournis à l'entreprise. L'entreprise sera tenue, sauf dérogation spéciale, de prendre les plantes dans une ou plusieurs pépinières sous climat océanique, au nord de la Loire, soumise au contrôle périodique du service de la protection des végétaux, et élevant les plantes dues au titre du présent marché, depuis au moins 2 années consécutives.

Les plants satisfont aux normes AFNOR : NFV 12.031 – NFV 120.32 – NFV 12.037 – NFV 12.051 à NFV 12.059 et à celles du ministère de l'agriculture et de la forêt.

Les végétaux fournis doivent être de tout premier choix, sains, vigoureux, droits, bien dressés, équilibrés, homogènes et sans blessure. Leur système racinaire doit être bien développé et en bon état physiologique. Le collet doit être bien formé. Le végétal ne doit comporter aucune anomalie, nécrose ou blessure. Il est bien aoûté, son bourgeon terminal est bien formé.

Les arbres tiges, feuillus auront un tronc exempt de nodosités ou de plaies et seront bien droits. Ils auront de part et d'autre du tronc des branches d'une longueur égale au quart de la hauteur totale. Leur couronne sera bien fournie et régulière sans moignons ni blessures. La fourniture pour les arbres devant être placés en alignement sera constituée de sujets homogènes. Les baliveaux devront présenter tous les signes de plusieurs années de culture. Seront éliminés les sujets dégarnis de la base, déséquilibrés, déformés ou amputés.

Les arbres seront bien fléchés : l'axe de croissance verticale des arbres sera affirmé.

Les arbres greffés en tête devront présenter une couronne bien équilibrée avec au minimum 3 branches charpentières.

Les arbres doivent présenter toutes les caractéristiques de l'espèce.

Les lots par espèce et par taille sont homogènes pour toutes les caractéristiques.

2.20.2. Jeune plant

Il a subi un repiquage pour densifier son système racinaire, il est exempt de racine principale tordue. Le rapport hauteur

de tige/diamètre au collet est compris entre 80 et 100.

2.20.3. Plant en conteneur, motte ou godet

La motte ou le conteneur est proportionné au développement du végétal.

L'enracinement est apparent sur les parois de la motte. La motte est bien solide. Le système racinaire est bien conformé sans déformation par enroulement. Les systèmes racinaires comportant des enroulements sont refusés. Il n'y a pas de grosses racines apparentes.

Pour les arbres fournis avec leur motte, cette dernière devra avoir pour dimensions minimales :

- Diamètre : 0.80 m ;
- Hauteur : 0.60 m.

2.20.4. Réception des végétaux

Les végétaux seront réceptionnés par le Responsable du site dans la jauge avant plantation. Aucun végétal non agréé en pépinière et non réceptionné à la jauge du chantier ne pourra être planté.

Les normes qui serviront de référence pour apprécier la qualité des végétaux sont celles qui sont définies par l'ASSOCIATION EUROPEENNE DES PEPINIERISTES dans le document : *Exigences minimales pour la pépinière ornementale et fruitière en Europe (édition 1998)*.

2.20.5. Liste des végétaux à fournir

Les végétaux à fournir figurent au Bordereau des Prix Unitaires.

2.20.6. Arrachage des végétaux

Pour être arrachés, les végétaux doivent être aoûtés et sans feuilles pour les caduques. Les racines des végétaux, immédiatement après arrachage, doivent être protégées du vent, du soleil, de toutes circonstances climatiques nuisibles à la bonne conservation de l'ensemble du potentiel du système racinaire, par des protections efficaces (toiles, bâches,...).

2.20.7. Transport des végétaux

L'entrepreneur veille à ce que le chargement, le transport, le déchargement des végétaux se fasse de manière à préserver toutes les qualités du sujet et éviter tout dommage au sujet.

Il se fait avec un véhicule bâché, et température extérieure supérieure à 0°C.

Les végétaux resteront toujours protégés par un sac ou une bâche.

Le non-respect de ces prescriptions entraîne le rebut des végétaux concernés.

2.20.8. Stockage des végétaux

La plantation devra avoir lieu au maximum, 48 heures après l'arrachage en pépinière. Au cas où ce délai serait dépassé, l'entrepreneur sera tenu de stocker les végétaux concernés dans une jauge de sable, pendant la durée la plus courte possible, à l'abri du soleil et du vent, le collet étant bien couvert. Les bottes seront déliées pour permettre une répartition des végétaux en ligne et un bon recouvrement par le sable de chaque végétal.

La jauge devra être réceptionnée par le Responsable du site.

Lors de la manipulation des végétaux depuis l'arrachage jusqu'à la plantation, les végétaux seront toujours protégés du soleil, du vent et du gel.

En outre, si leurs dimensions ne correspondaient pas à celles indiquées dans le présent marché, le Responsable du site se réserve la possibilité de les refuser.

Pendant la durée des travaux, les agents du Service Technique de la CCISE auront toutes les facilités pour suivre et contrôler les travaux sur les chantiers. Le fait de cette surveillance ne pourra être invoqué par l'entrepreneur à sa décharge pour le cas où le Pouvoir adjudicateur ou le responsable du site serait conduit à lui faire recommencer des travaux reconnus défectueux.

2.21. Nettoyage du chantier

Les déchets, c'est-à-dire tous les débris végétaux générés par l'intervention, branches, brindilles, écorces, feuilles, copeaux, sciure sont balayés en zones ouvertes au public au fur et à mesure de la progression des travaux, à défaut en fin de journée avant de quitter le chantier.

Le niveau pratique du nettoyage du chantier doit assurer la sécurité des usagers et des riverains. L'entreprise veillera tout particulièrement au nettoyage de la chaussée, du trottoir, des panneaux de signalisation, du fossé et des regards à grille.

Les branches, brindilles, écorces, et feuilles tombées sur des surfaces végétalisées seront également ramassées.

Les arbres coupés restent la propriété de la CCISE.

Toutes les autres coupes de bois ainsi que les déchets ramassés seront évacués et traités en centre de traitement approprié. Le brûlage des déchets est strictement interdit sur place.

2.22. Propreté des espaces aux abords du chantier - Nuisances

L'entrepreneur est tenu de prendre à ses frais toutes dispositions pour éviter qu'aux abords du chantier, les chaussées et trottoirs ne soient souillés par des déchets provenant des travaux.

Aucun engin ne doit quitter le chantier pour circuler sur la voie publique tant que son état de propreté comporte un risque de souillure des chaussées.

Dans le cas où des prescriptions ne seraient pas observées, le Responsable du site se substituera, sans mise en demeure préalable, à l'entrepreneur ; les frais ainsi engagés seront recouverts sur lui dans les formes habituelles.

2.22.1. Réseaux d'eaux pluviales

Lors de chaque passage, les grilles et avaloirs sont vérifiés et dégagés si nécessaire des détritiques qui les obstruent, afin de favoriser et laisser libre l'écoulement des eaux pluviales vers le réseau de collecte.

2.23. Arbustes, haies, lavande, massifs, zone bâchées

L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires pour garantir les plantations contre les attaques d'insectes et les maladies cryptogamiques.

Le ou les renouvellements du traitement seront exigés en cas de mauvais choix et jusqu'à l'obtention d'un état phytosanitaire satisfaisant.

L'entrepreneur sera responsable des dégâts, directs ou par accumulation, causés par ces produits.

Ces produits et les modalités de traitement seront soumis à l'approbation du Responsable du site

Article 3 - Article 3 - Recommandations spécifiques

3.1. Ramassage des feuilles et produits végétaux

Réalisé à chaque passage, le ramassage doit éliminer les feuilles et produits végétaux des espaces végétalisés. L'utilisation d'appareils soufflants ou aspirants est possible.

Les produits collectés doivent être évacués hors des sites et traités dans un centre de traitement approprié.

3.2. Elimination des détritiques divers

Les macro-déchets de type : emballages en papier, carton, bois, matières plastiques, ferrailles, ... abandonnés par les utilisateurs sur les différentes zones des sites d'exploitation des Ponts de Tancarville et de Normandie doivent être ôtés à chaque passage.

Ils seront également évacués hors des sites et traités dans un centre de traitement approprié.

Le ramassage est exécuté manuellement ou par aspiration avec des appareils appropriés dans le respect des conditions d'hygiène pour le personnel chargé de la collecte.

3.3. Détection des arbres présentant des facteurs de risques

Si au cours de l'intervention qui lui a été commandée, l'entrepreneur détecte des arbres présentant des facteurs de risque, il en avise aussitôt le représentant du SEP qui définit les nouvelles dispositions à prendre.

3.4. Travaux d'abattage et de dessouchage d'arbres

3.4.1. Dispositions générales

Les travaux d'abattage et de dessouchage seront réalisés par du personnel qualifié.

L'entreprise devra prendre toutes les mesures de protection nécessaires, destinées à empêcher les chutes des personnes travaillant ou circulant en hauteur. Elle assurera l'Équipement de Protection Individuelle (EPI) de son personnel amené à exécuter les travaux d'abattage et de dessouchage.

Lorsque les travaux ont lieu sur des dépendances routières, les prestations impliquent :

- La mise en œuvre d'une organisation spéciale du chantier ;
- Des mesures particulières relatives à la signalisation des chantiers temporaires ou mobiles ;

3.4.2. Mesures de sécurité

Aucun chantier ne peut se dérouler sans la présence simultanée d'au moins deux personnes.

Sur les chantiers occupant des zones où sont susceptibles de se mouvoir des tiers, l'entrepreneur délimite le secteur de travail par un balisage qu'il lui appartient de déplacer au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le cas échéant.

La délimitation des périmètres à protéger ainsi tient compte des risques potentiels de chute de branches et d'arbres. L'entrepreneur doit repérer, à chaque interruption du travail sur un secteur donné, et en fin de travail sur ce secteur, les branches restées suspendues dans la ramure, et les en décrocher. L'entrepreneur doit veiller à ce que son personnel soit équipé des EPI appropriés aux risques encourus et que les machines mises à sa disposition respectent les exigences de sécurité et soient conformes aux normes en vigueur.

3.4.3. Evacuation des déchets à risque épidémique

Dans le cas d'abattages consécutifs à une maladie épidémique, l'entreprise se conformera aux règlements locaux pour l'évacuation des déchets.

3.4.4. Abattage

L'abattage vise à la suppression définitive d'un arbre. La hauteur de coupe est soumise à l'accord du SEP.

Le choix du mode d'intervention doit tenir compte des contraintes des sites d'exploitation des concessions des Ponts de Tancarville et de Normandie. La réalisation de l'opération doit préserver la sécurité des personnes, des biens et de la végétation environnante.

Dans le cas d'abattage consécutifs à une maladie épidémique, l'entreprise se conformera aux règlements locaux.

Selon la structure de l'arbre et sa situation, l'entreprise procédera en accord avec le SEP à l'abattage de l'arbre par coupe franche ou par démontage.

3.4.5. Dévitalisation

La dévitalisation vise à détruire la souche et le système racinaire afin d'empêcher l'apparition de drageons et de rejets consécutivement à la suppression de la partie aérienne de l'arbre. Elle se fait avec un produit homologué, et conformément aux préconisations du fabricant.

Le choix des produits éventuellement utilisés par l'entreprise sur les concessions des Ponts de Tancarville et de Normandie, quels qu'ils soient, doit être soumis à l'approbation du représentant du SEP avant leur emploi.

L'opération est réalisée soit avant l'abattage en période de descente de sève soit immédiatement après l'abattage.

Dans le cas d'abattage d'individus appartenant à un peuplement issu de drageonnements dont on souhaite conserver le reste du peuplement, la dévitalisation de la souche de ces individus à proscrire.

3.4.6. Dessouchage

L'élimination de la souche est réalisée manuellement ou mécaniquement selon les prescriptions du SEP.

Dans le cas d'un site encombré de réseaux ou d'un arbre implanté proche de bâti, l'essouchement demande de la part de l'entrepreneur une attention particulière.

En bordure de voies circulées ou dans le cas de chantier ouvert au public, les excavations non comblées en fin de journée seront protégées. Le comblement de l'excavation se fera selon les lieux par du tout-venant ou de la terre végétale.

3.4.7. Nettoyage de boisement

Tous les travaux envisagés devront être conduits de manière à éviter toute détérioration des éléments à conserver.

Toutes les zones à nettoyer seront débroussaillées manuellement ou à l'aide de débroussailleuses portées.

Les ronces et les plantes parasites (lierre, lianes, ...) seront détruites.

Des débroussaillants homologués aquatiques pourront être utilisés ponctuellement.

La strate herbacée (graminées, vivaces, bulbes) sera conservée.

Les arbres de mauvaise qualité seront abattus. Les arbres à garder seront élagués et débarrassés du lierre.

Les châtaigniers seront recépés.

Les déchets végétaux seront ramassés et évacués en centre de traitement approprié.

3.4.8. Eclaircissement de boisement

Cette prestation consiste à éliminer les arbres morts ou jugés sans avenir par le SEP afin de favoriser le développement des sujets jugés intéressants pour le devenir du boisement. Les cépées (châtaigniers) feront l'objet d'un recépage.

Les déchets végétaux seront ramassés et évacués en centre de traitement approprié.

3.4.9. Nettoyage du chantier

Les déchets, c'est-à-dire tous les débris végétaux générés par l'intervention, branches, brindilles, écorces, feuilles, copeaux, sciure sont balayés en zones ouvertes au public au fur et à mesure de la progression des travaux, à défaut en fin de journée avant de quitter le chantier.

Le niveau pratique du nettoyage du chantier doit assurer la sécurité des usagers et des riverains. L'entreprise veillera tout particulièrement au nettoyage de la chaussée, du trottoir, des panneaux de signalisation, du fossé et des regards à

grille.

Les branches, brindilles, écorces, et feuilles tombées sur des surfaces végétalisées seront également ramassées.

Les arbres coupés restent la propriété du SEP.

Toutes les autres coupes de bois ainsi que les déchets ramassés seront évacués et traités en centre de traitement approprié.

Le brûlage des déchets est strictement interdit sur place.

3.5. Fourniture et mise en œuvre de produits de toute nature

3.5.1. Origine des produits et mise en œuvre

Le choix d'éventuels produits utilisés par l'entreprise, quels qu'ils soient, doit être soumis à l'approbation du Représentant du SEP avant leur emploi sur les concessions des Ponts de Tancarville et de Normandie.

Ils seront, à cet effet, disposés par l'entrepreneur conformément aux instructions du SEP. L'entrepreneur sera tenu de faire remplacer sur le champ ceux qui seront rebutés. S'il ne se conforme pas à cette prescription, le SEP pourra, aux frais de l'entrepreneur, faire transporter d'office aux décharges appropriées, les matériaux et produits rebutés maintenus sur le chantier.

L'entrepreneur aura à supporter tous les frais relatifs à la vérification et à la réception des matériaux et fournitures, notamment aussi les frais des analyses que le SEP pourrait ordonner.

L'entrepreneur doit lui fournir tous les éléments permettant de vérifier les quantités et les qualités des divers produits appropriés.

Ils sont livrés sur le chantier dans leur emballage d'origine à l'exception des produits en vrac.

3.5.2. Amendements et engrais

La désignation d'un éventuel produit ne doit laisser aucune incertitude quant à la nature, l'état des combinaisons et le dosage des différents éléments.

Les matières fertilisantes (amendements, engrais) devront être conformes aux normes en vigueur. Les produits ne correspondant pas à ces normes doivent avoir une homologation délivrée par le Ministère de l'Agriculture, Service de la Protection des Végétaux.

3.5.3. Produits et traitements phytosanitaires

Les produits phytosanitaires doivent avoir une autorisation de mise sur le marché (Autorisation Provisoire de Vente (APV) ou homologation) pour l'usage envisagé : plantes ou types de lieux à traiter, organismes à combattre.

La fourniture et le mode d'exécution des travaux sont réalisés conformément à la réglementation.

Les doses et le mode d'application sont établis en fonction des préconisations et soumis par l'entrepreneur à l'acceptation du représentant du SEP.

La mise en œuvre des produits est réalisée à l'aide d'un matériel conforme aux normes. Ce matériel utilisé doit être tel qu'il ne puisse en résulter de dommages au milieu environnant.

3.5.4. Adjuvants, autres produits

La désignation d'un produit ne doit laisser aucune incertitude quant à la nature, l'état des combinaisons et le dosage des différents éléments.

Pour les fixateurs et les mulchs, les dosages sont modulés en fonction des caractéristiques spécifiques de chaque produit.

Le choix et les doses de produits sont soumis à l'acceptation du représentant du SEP.

Les produits utilisés ne doivent pas être toxiques pour la flore et la faune.

3.6. Propreté des espaces aux abords du chantier - Nuisances

L'entrepreneur est tenu de prendre à ses frais toutes dispositions pour éviter qu'aux abords du chantier, les chaussées et trottoirs ne soient souillés par des déchets provenant des travaux.

Aucun engin ne doit quitter le chantier pour circuler sur la voie publique tant que son état de propreté comporte un risque de souillure des chaussées.

Dans le cas où des prescriptions ne seraient pas observées, le SEP se substituera, sans mise en demeure préalable, à l'entrepreneur ; les frais ainsi engagés seront recouvrés sur lui dans les formes habituelles.

3.7. Réseaux d'eaux pluviales

Lors de chaque passage, les grilles et avaloirs sont vérifiés et dégagés si nécessaire des détritiques qui les obstruent, afin de favoriser et laisser libre l'écoulement des eaux pluviales vers le réseau de collecte.

3.8. Protection des ouvrages voisins - Dommages

L'entrepreneur veillera à ne pas endommager les plantations et les ouvrages existants.

L'entrepreneur est tenu, avant le tout début des prestations, de prendre connaissance auprès des services compétents, des plans de synthèse des réseaux et ouvrages, plans qui fournissent la nature et la position des réseaux et ouvrages enterrés existants, tels qu'ils ont pu être recensés. Les conséquences de tout incident liées à la méconnaissance de ces plans seront intégralement à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur est réputé garantir le SEP contre tous recours au cas où leur responsabilité serait recherchée du fait de l'inobservation par lui, de l'une quelconque de ces obligations.

Il est précisé que les réseaux existants figurant sur les plans n'y sont qu'à titre indicatif et peuvent fort bien ne pas être réellement implantés rigoureusement à l'endroit indiqué.

Pour les ouvrages nouvellement créés ou en cas de modification de la configuration des lieux, il appartiendra à l'entrepreneur de se renseigner auprès des services adéquats afin d'en définir la nature et l'emplacement.

L'entrepreneur ne sera pas admis à présenter de réclamations de quelque nature qu'elles soient, du fait que le tracé ou l'implantation des ouvrages existants l'oblige à prendre des mesures de protection sur quelques longueurs ou profondeurs qu'elles puissent s'entendre. Toute modification éventuelle sera étudiée avec le SEP.

L'entrepreneur supportera la responsabilité entière des dégâts qu'il pourrait occasionner pendant la durée des prestations. Il supportera en cas de détérioration, les frais de remise en état.

L'entrepreneur prendra toutes dispositions utiles pour ne pas endommager pendant la durée des prestations les différents ouvrages (bâtiments, égouts, branchements, conduits, canalisations, câbles, ...) appartenant au SEP et aux tiers. Il se conformera aux dispositions que le SEP jugera nécessaires tant en vue de la sécurité que dans le but d'éviter des troubles dans le fonctionnement du service des concessions des Ponts de Tancarville et de Normandie.

Si une interruption du fonctionnement était constatée par le SEP du fait de l'entrepreneur, la remise en service serait effectuée aux frais de ce dernier, sans qu'il soit besoin d'aucune mise en demeure.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un accord du SEP l'autorisant pour la facilité de son travail à couper ou à modifier, provisoirement ou définitivement, une canalisation, un câble, ou quelque autre ouvrage que ce soit.

Le SEP prendra à sa charge les seules modifications qui seraient nécessitées par l'exécution des travaux.

Hormis ce cas, l'entrepreneur sera entièrement responsable de toute détérioration qui pourrait être signalée, ou qui se manifesterait par la suite, du fait de son intervention, sur un ouvrage existant.

En particulier, l'entrepreneur aurait à supporter tous les frais et toutes les conséquences qui pourraient résulter de l'inobservation des règlements des services publics relatifs à l'utilisation des engins mécaniques.

D'une manière générale, l'attention de l'entrepreneur est spécialement attirée sur la nécessité rigoureuse de conduire ses travaux de manière à limiter dans toute la mesure du possible, la gêne susceptible d'être causée aux tiers, notamment par ses dépôts de matériaux, par les bruits de chantier et les dégagements de gaz. A cet effet, il doit prendre sous sa responsabilité toutes précautions utiles et se conformer aux règlements en vigueur.

En particulier, il doit limiter l'emploi de moteurs à explosion : ceux-ci ne sont tolérés que s'ils sont munis de silencieux et de dispositifs d'absorption des fumées efficaces, conformes aux arrêtés ou circulaires en vigueur.

L'entrepreneur ne pourra occuper la voie publique pour les dépôts de matériaux. Si des dépôts y étaient constitués, l'infraction serait poursuivie après simple avis du SEP, comme contravention aux règlements de voirie.

Il serait, en outre, pourvu d'office et sans délai au transport et au rangement des matériaux et le montant des dépenses serait défacturé du compte de l'entrepreneur.

3.9. Conditions météorologiques particulières

Si l'entrepreneur estime que les conditions météorologiques mettent en danger la sécurité de son personnel, il décide de l'interruption du chantier et en informe aussitôt le représentant du SEP.

3.10. Rendez-vous de chantier

Des rendez-vous de chantier auront lieu aux dates et heures fixées par le représentant du SEP.

Ces réunions feront l'objet d'un compte-rendu rédigé par ce dernier. Les observations et instructions y figurant devront être considérées comme ordre d'exécution.

Une ampliation du compte rendu sera notifiée au directeur de l'entreprise titulaire et en cas de sous-traitance, l'entrepreneur principal sera tenu d'adresser un exemplaire de ce compte rendu à chaque entrepreneur sous-traitant.

Sans réserves formulées par le titulaire du présent marché et ses éventuels sous-traitants sous quinze (15) jours à compter de la date d'établissement du compte rendu de chantier par le représentant du SEP, celui-ci sera considéré comme définitivement accepté et approuvé.

Article 4 - Contrôle des prestations d'entretien

4.1. Conduite d'Opération / Services Techniques

Au sein du SEP, une fonction de conduite d'opération est assurée par :

- La Direction des concessions, représentée par son Directeur.

Au sein du SEP, le suivi de l'exécution et le pilotage des prestations seront assurés par :

- Le Service Exploitation des Ponts (SEP) représenté par M. Clément FASQUEL (Adjoint au Directeur des concessions).

4.2. Programme, validation et exécution d'opération

L'entreprise devra fournir chaque début de saison le calendrier d'exécution qui sera élaboré avec le représentant du SEP. Avant chaque visite, le titulaire se mettra en rapport avec le représentant du SEP pour programmer et valider l'intervention. Afin de permettre un contrôle suivi de la mission d'entretien, le titulaire fournira et tiendra à jour un carnet d'entretien composé d'un multiple de deux feuillets détachables et, à chaque opération d'entretien, le titulaire ou son représentant mentionnera sur une feuille du carnet son nom, ainsi que l'énumération complète des opérations d'entretien effectuées. Il y notera également toutes les observations qu'il jugera nécessaires, datera et signera le document.

L'exemplaire détachable sera destiné au titulaire, le deuxième sera remis au Représentant du SEP, le jour de l'intervention sur site.

Article 5 - Exclusions

Les prestations liées à l'entretien, ne comprennent pas les interventions et réparations rendues nécessaires, à la suite notamment :

- D'un acte de négligence, d'un accident, de toute personne extérieure à l'entreprise ;
- De tout incendie, dégâts des eaux, malveillance, orages ou accidents météorologiques, et leurs conséquences ;
- Généralement de tous cas de force majeure ;

Article 6 - Hygiène et sécurité

6.1. Visite préalable des lieux - Risques

Pendant la période de préparation de 15 jours, il sera procédé conjointement à une inspection commune des lieux de travail et à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et le matériel.

Il sera fait référence aux règles en application du décret 92-158 du 20 février 1992 articles R237-1 à R237-28 du Code du Travail.

Après avoir fait le bilan des risques inhérents aux sites du travail, le titulaire fournira au SEP un Plan d'Assurance Qualité (PAQ) ainsi que le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS).

Le titulaire est tenu d'informer son personnel des risques encourus.

6.2. Sécurité du personnel - Matériels - Véhicules

L'employeur sera tenu de fournir à ses salariés des vêtements propres et adaptés aux différents travaux à exécuter. Pour tous travaux, les vêtements devront être revêtus d'un signe distinctif rappelant l'entreprise.

L'entrepreneur doit veiller à ce que son personnel soit équipé des équipements de protection individuels (EPI) appropriés aux risques encourus et que les machines mises à sa disposition respectent les exigences de sécurité et soient conformes aux normes en vigueur.

Pour tous travaux en extérieur, le port de vêtement de signalisation à haute visibilité sera exigé par le SEP.

6.3. Chantiers mobiles sur voies ouvertes

Les engins, véhicules de chantier et d'intervention ainsi que les matériels mobiles, de l'entrepreneur devront être équipés de tous les équipements, signalétiques et dispositifs lumineux nécessaires et imposés par la réglementation en vigueur concernant les chantiers mobiles.

L'entrepreneur devra prendre connaissance des différentes règles de sécurité à appliquer concernant les chantiers mobiles en se référant aux manuels : signalisation temporaire - routes bidirectionnelles – routes à chaussée séparée, manuel du Chef de Chantier du SETRA.

Afin d'être visibles et reconnaissables vis-à-vis de la circulation des véhicules d'usagers, des éventuels piétons ou pour tout autres intervenants du chantier, le personnel de l'entreprise intervenant sur le site d'exploitation du Pont de Tancarville devra appliquer ces règles de sécurité et faire usage des équipements, signalétiques et dispositifs lumineux lors de la réalisation des travaux d'entretien du présent marché.

Article 7 - Protection de l'environnement

7.1. Généralités

L'attention de l'entreprise est attirée sur les mesures de protection à prendre concernant l'impact des travaux sur l'environnement, notamment au niveau de la protection des eaux superficielles et souterraines, de la sauvegarde de la faune et de la flore ainsi que les nuisances vis-à-vis des riverains/usagers (bruit, vibrations, poussière etc.), dues à ses engins et à son matériel.

La satisfaction de ces exigences se fait notamment au travers des dispositions que l'entrepreneur mettra en œuvre pour répondre aux exigences du Maître d'Ouvrage décrites dans les documents particuliers du contrat.

Pour l'élaboration de son programme d'exécution et pendant le déroulement des travaux, depuis l'ouverture du chantier jusqu'à la réception des travaux, l'Entrepreneur et l'ensemble de ses cotraitants et sous-traitants devront respecter les sujétions liées à l'environnement.

7.2. Plan de Respect de l'Environnement

L'Entrepreneur devra fournir pendant la phase de préparation de chantier, un Plan de Respect de l'Environnement (PRE) pour l'ensemble des travaux. Le PRE sera établi à partir des trois phases successives :

- Analyse détaillée, au regard de la protection de l'environnement, des modes opératoires, des installations de chantier (le cas échéant), des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation du chantier ;
- Définition des nuisances et des risques potentiels au regard de l'environnement, liés à l'ensemble des postes de travail analysés précédemment, au stockage, à l'utilisation ou au déplacement de produits ou matériaux polluants, à l'organisation du chantier ;

Indication des mesures de protection de l'environnement prévues afin de réduire les nuisances et de prévenir les risques potentiels ainsi définis.

Article 8 - Dossier des Ouvrages Exécutés

L'Entrepreneur devra fournir un DOE dans les 15 jours ouvrés qui suivent la réception des travaux.

Ce dossier comportera au moins 3 tirages de chaque exemplaire ainsi qu'une version dématérialisée.

Il comprendra notamment :

8.1. Administratif

- PV de réception ;
- Tableau de suivi des interventions des contrôles extérieur ;
- Listing des garanties ;
- Compte Rendu et Journaux de chantier ;
- Compte rendu des réunions de chantier ;
- Suivi Financier ;
- Situations ;
- Factures ;
- Décompte général et définitif ;
- Sécurité ;
- Compte rendu sécurité.

8.2. Exécution des travaux

- Planning réel des travaux ;
- Terrassement ;
- PAQ ;
- Procédures ;
- Dossier de récollement ;
- Note de stabilité des remblais ;
- Contrôle Interne et Externe des travaux ;
- Point d'arrêt ;
- Fiche d'adaptation ;
- Tableau de suivi des FMT ;
- Fiche de modification de travaux ;
- Tableau de Suivi des FNC ;
- Fiche de non-conformité ;

- Demande d'agrément.